

PRÉFECTURE DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service protection de l'environnement

Affaire suivie par : Alexandra JAULIAC
☎ : 04.76.60.33.25
📠 : 04.76.60.32.57
✉ : alexandra.jauliac@isere.pref.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

N° 2010- 00274

Le Préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son livre V, titre 1^{er} (I.C.P.E.) et son article L.514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, et notamment son article 11 ;

VU l'ensemble des décisions ayant réglementé les activités exercées par la société LELY sur son site situé au lieu dit l'Echaillon sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en date du 16 décembre 2009, réalisé à la suite d'une visite d'inspection courante effectuée le 14 mai 2009 sur le site ;

CONSIDERANT que la société LELY ne respecte pas les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, applicables aux deux casiers mono-déchets de son site de Saint-Quentin-sur-Isère ;

CONSIDERANT que le non respect des dispositions prévues par l'arrêté susvisé est susceptible d'entraîner des risques pour les intérêts visés à l'article L 511-1, du Livre V, Titre 1^{er} (I.C.P.E.) du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient de faire application de l'article L 514-1, Section 1, Chapitre IV, du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère ;

ARRETE

ARTICLE 1er – La société LELY (siège social : 37 rue Pierre Sépard - BP 64 - 38602 FONTAINE) est mise en demeure de respecter, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié, pour les deux casiers mono-déchets de son site implanté au lieu-dit l'Echaillon sur la commune de Saint-Quentin-sur-Isère

A l'issue du délai imparti, si les conditions précitées ne sont pas réalisées, l'exploitation de ces deux casiers sera suspendue jusqu'à l'achèvement des travaux de mise en conformité.

ARTICLE 2 – Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 – Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 4 – En application de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement, cet arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

ARTICLE 5 - Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Isère, le Maire de Saint-Quentin-sur-Isère et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société LELY.

Fait à Grenoble, le 28 JAN. 2010

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire général

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

François LOBIT